

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 ORLÉANS

ORLÉANS, le 20 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2)

Avenue du 11 Novembre 1918
45300 Pithiviers

Références : n° 548 / 2023 - **VAT20230636**
Code AIOT : 0010013356

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2023 dans l'établissement ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2) implanté Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2)
- Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers
- Code AIOT : 0010013356
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Les activités exercées par la société ORGAPHARM dans son établissement de Pithiviers sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juin 2017. Le site actuel est

issu de la fusion des sites OGP1, dont les activités sont réglementées par l'AP du 18/01/2011, et OGP2, dont les activités sont réglementées par l'AP du 17/02/2000.

L'établissement ORGAPHARM est soumis à autorisation pour les rubriques 1434-2, 1450-1, 2620, 2915-1a, 3410 - a à h et j, 3450, 4001, 4110-1a, 4110-2a, 4130-2a, 4331-1, 4710-1, et 4716-1.

Il est également classé Seveso seuil bas par règle de cumul concernant les dangers pour la santé, les dangers physiques et les dangers pour l'environnement, en application de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

L'établissement est également soumis aux dispositions de la directive du 24 novembre 2010 dite « IED ». Le site relève des rubriques 3410 et 3450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- **Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Gestion des déchets	AP Complémentaire du 07/06/2017, article 2.4	/	Mise en demeure	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

- **Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Etat des stocks - dispositions particulières	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
4	Rétentions	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 23	/	Sans objet

- Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats sont détaillés dans les fiches ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Par bâtiment, outre les matières premières, contenants ou emballages et produits finis, un relevé des éléments combustibles et une quantification de leur pouvoir calorifique a été réalisé. Ce relevé est annexé à l'état des stocks "production".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etat des stocks - dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks - dispositions particulières
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.
Constats : C1 absence de finalisation de l'état des stocks vulgarisé.
Observations : L'exploitant identifie des difficultés à traduire en termes vulgarisés les produits/substances/mélanges mise en oeuvre ou présents sur le site. L'identification des produits de décomposition, en cas d'incendie, sera terminée pour janvier 2024. Ces éléments permettront de consolider une approche.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/06/2017, article 2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets et produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement, leur utilisation ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires de transit de déchets ou de produits dangereux susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an.</p> <p>Quantité maximale de déchets autorisée sur le site consolidé (1+2)</p> <p>Déchets non dangereux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Boues de station = 30 tonnes - Cartons et DIB = 7 tonnes - Bois = 3.5 tonnes - Métaux = 4.6 tonnes <p>Déchets dangereux :</p> <p>Déchets aqueux : 30 m³</p> <p>Solvants non halogénés : 78 m³</p> <p>Toluène distillé : 50 m³</p> <p>Dichlorométhane distillé : 24 m³</p> <p>Produits divers non conformes et périmés : 6 m³</p> <p>Phases aqueuses : 30 conteneurs GRV</p> <p>Solvants chlorés : 30 conteneurs GRV</p> <p>Résidus halogénés (solvants chlorés acides) : 30 m³</p> <p>Résidus de solvants acides : 20 m³</p> <p>Résidus acétone : 20 m³</p> <p>Résidus isopropanol : 38 m³</p> <p>Résidus de solvants non halogénés aqueux : 20 m³</p> <p>Résidus de dégrilleur de STEP et divers matériaux : 4 m³</p> <p>Silice et DCU RM : 8 m³</p> <p>Noirs et adjuvant de filtration : 4 m³</p> <p>Déchets dangereux DIS : 1,7 tonnes (1 benne de 30 m³)</p> <p>Constats : C2 Présence d'une quantité de déchets entreposés sur le site dépassant la quantité maximale autorisée et non respect de la quantité de déchets couvert par les garanties financières pour ce type de déchets. L'exploitant indique par ailleurs que le montant des garanties financières relatifs aux déchets couvriraient l'ensemble des déchets présents.</p> <p>Observations : Les éléments sont développés dans la partie confidentielle.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : [...]. Les rétentions affectées aux réservoirs fixes ne peuvent pas être également affectées au stockage de récipients mobiles et citernes, sauf dans le cas des rétentions déportées. [...].
Constats : C3 Présence de deux GRV dans la rétention dans réservoirs aériens.
Observations : Le jour de la visite, objet du présent rapport, l'inspection a constaté la présence de 2 GRV dans la rétention des réservoirs aériens. Selon les déclarations de l'exploitant, cette situation s'explique par une incompréhension de l'interdiction, les récipients mobiles présents dans l'ancien parc à fûts couvert ayant tous été évacués. Dès le constat fait, l'exploitant a pris les mesures appropriées pour faire retirer ces 2 GRV et transmettre les instructions de ré-organisation des stockages. Transmission d'une planche photographique permettant de confirmer l'évacuation. L'action corrective solde l'écart.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet